

ECRICOME PREPA ECE

Eco., socio.et hist.du monde contemporain

503458

BOCA

LOUIS-MARIE

20/02/2000

---

Note de délibération : 20 / 20

---

Correction 1 :

Appréciation : Très bien

---

---

Numéro d'inscription

5 0 3 4 5 8

Signature



Né(e) le

2 0 / 0 2 / 2 0 0 0

Nom

B O C A

Prénom(s)

L O U I S - M A R I E

20 / 20



Épreuve : E.S.H.

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 0 1 / 0 4

Commencez à composer dès la première page... (Sujet 1)

D'après Krugman, en 2008 (Pourquoi les crises reviennent toujours ?), Lucas avait déclaré en 2002 dans un discours : « Nous avons réussi à régler le problème des crises économiques. Il est temps de nous pencher sur d'autres sujets, comme la croissance économique de long terme ».

Si Lucas affirmait cela, c'est que depuis la Seconde Guerre mondiale, les politiques économiques ont été, avec un certain succès, des instruments majeurs de prévention des crises économiques. Les politiques économiques sont les actions des pouvoirs publics, actions pouvant être conjoncturelles ou structurelles. Les politiques conjoncturelles se caractérisent par des objectifs de court terme, et les instruments sont alors budgétaires ou monétaires. Les politiques structurelles ont des objectifs de plus long terme, comme l'emploi, l'industrie ou la concurrence. Une crise économique est le moment de retournement du cycle économique, du fait d'un choc, pouvant être exogène ou endogène au cycle. Il fait succéder une période d'expansion et une période de récession, caractérisée par une dégradation des principaux indicateurs de performance économique (taux de croissance, taux d'emploi, dette publique...).

Si en 2002, pour Lucas, les crises économiques semblent être un lointain souvenir du fait de l'efficacité des politiques économiques à les éviter, la crise économique de 2008 rappellera brutalement que les crises reviennent toujours, pour reprendre l'expression de Krugman. Toutefois, au regard de l'histoire récente, 2008 reste une exception. Depuis 1945 la croissance a été équilibrée, même si elle est marquée par des chocs rétrogrés depuis les années 1970 et une baisse tendancielle. Si la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle s'est déroulée sans crise majeure, coïncidant avec une utilisation importante des politiques économiques vis-à-vis du cycle, les politiques économiques semblent pouvoir éviter les crises économiques. Or, après la crise de 2008, la question se pose à nouveau : les politiques économiques peuvent-elles éviter les crises économiques ?

Tout d'abord, les politiques économiques semblent être des instruments efficaces de prévention des crises économiques (I). Toutefois, elles semblent parfois sans prise sur des chocs exogènes voire semblent creuser le lit des crises (II). Des mesures peuvent être prises, pour limiter les effets pervers, comme la mise en place de nouvelles règles et de nouveaux objectifs (III).

En premier lieu, il semble que les politiques économiques de court terme (A) et de long terme (B) puissent éviter les crises économiques.

À court terme, les politiques économiques peuvent agir de manière contra-cyclique pour éviter les crises.

L'exemple des Trente Glorieuses (Fomastie) est marquant ; entre la Seconde Guerre mondiale et le premier choc pétrolier (1973), les politiques conjoncturelles (budgétaires et monétaires) permettent aux économies de suivre un sentier de croissance fort et équilibré.

Par un « réglage fin », ou « fine tuning » de l'économie, les politiques économiques conjoncturelles permettent à court terme d'éviter les crises économiques. Samuelson et Solow, étudiant l'analyse de Lipsey de la courbe de Philipps, une relation inverse entre taux d'inflation et taux de chômage, y verront un levier sur lequel les politiques peuvent agir. Ainsi, cet arbitrage entre inflation et chômage sera au cœur des politiques de fine tuning des Trente Glorieuses, période qui ne connaît pas de grave crise économique. Le réglage fin de l'économie par les politiques économiques se retrouve aussi dans les politiques monétaires. Si durant les Trente Glorieuses la politique monétaire est inféodée à la politique budgétaire, l'émancipation des Banques Centrales verra primer l'objectif de stabilité des prix, mais l'objectif de croissance n'est pas abandonné pour autant, du moins à la Fed. Durant son long mandat (1987-2006), Greenspan agira de manière conjoncturelle sur les leviers de la politique monétaire. Qualifié d'homme de l'art par Blanchard, il a su régler finement les taux

directeurs pour favoriser la croissance. Ainsi, entre 1988 et 1994 il fit maintenir les taux bas, pariant sur une hausse de la productivité du travail pour ne pas que cela génère de l'inflation. En effet, la productivité du travail augmenta de manière soutenue, les dépenses de recherche et développement des années 1960-1970 les ayant poussé. Sous la présidence de Clinton, Greenspan maintint également les taux bas pour contrebalancer des politiques budgétaires restrictives. Ainsi, un réglage fin de l'économie pour éviter les crises est envisageable, et un policy-mix efficace peut de même favoriser la croissance et éviter les crises.

À long terme, les politiques économiques peuvent agir de manière structurelle et engager l'économie sur un sentier de croissance et ainsi éviter les crises.

Les politiques économiques structurelles industrielles peuvent permettre au système productif national d'être performant, ce qui limite les risques de crise sectorielle pouvant devenir systémique. Ainsi, pour Kaldor, la politique industrielle doit favoriser la reconversion des industries en difficulté de manière à éviter les crises sectorielles. Par un protectionnisme défensif temporaire, les facteurs de production doivent être réalloués, de manière à maximiser la productivité.

De plus, les politiques industrielles peuvent favoriser l'émergence d'un champion industriel national, qui, profitant d'économies d'échelles externes et internes importantes (Krugman, La mondialisation n'est pas coupable, 2000), fait de bonnes performances à l'internationale et pousse la croissance nationale.

Cela légitime pour Krugman les politiques commerciales stratégiques.

Numéro d'inscription

5 0 3 4 5 8

Signature



Né(e) le

2 0 / 0 2 / 2 0 0 0

Nom

B O C A

Prénom(s)

L O U I S - M A R I E

20 / 20



Épreuve :

E. S. H.

Sujet

1

ou

 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

0 2

/

0 4

Commencez à composer dès la première page...

Ainsi, les conglomérats sud-coréens comme Samsung ont pu profiter d'une compétitivité - prix importante, s'exportant massivement, ce qui a permis à l'économie sud-coréenne de connaître une croissance importante et d'éviter les crises. Dans « Uprising a miracle », Lucas compare les croissances de la Corée du Sud et des Philippines, qui, partis d'un niveau de PIB par tête et d'une structure de la population active équivalentes, ont divergé à partir des années 1970 du fait de politiques différentes. Force est de constater la réussite du modèle sud-coréen qui a profité d'une croissance du PIB par tête de 6% par an contre 1,6% aux Philippines. La politique industrielle sud-coréenne leur a permis de connaître une forte croissance sans crise majeure entre 1975 et 1990.

La politique économique structurelle de la concurrence permet elle aussi d'éviter les crises. En effet, pour Schumpeter, la crise est due à une insuffisance des innovations, car ce sont les innovations qui sont à l'origine des phases de croissance des cycles longs. Dès lors, maintenir la concurrence permet pour Schumpeter de favoriser l'innovation, car la concurrence pousse les producteurs à innover pour se différencier.

Dès lors, les innovations en provoquent d'autres, par imitation (Schumpeter parle de « grappes d'innovations »).

Les grappes d'innovation, selon leur nature, permettent de baisser les prix, élargir le marché ou créer une demande.

La phase d'expansion du cycle long est prolongée ; la crise est évitée.

La politique économique structurelle de l'emploi permet elle aussi d'éviter les crises économiques. En effet, les politiques de l'emploi qui sont pour Barbin et Gautié des mesures d'incitation à la création d'emplois et de compensation des effets négatifs du chômage permettent de maintenir la demande (par les revenus des emplois créés ou les revenus de transfert) et la production. Une politique de l'emploi réussie permet de prévenir le risque de crise en maintenant à un certain niveau des indicateurs de performance, importants comme le taux de chômage ou la production.

Entre 1993 et 2002, Wim Kok, aux Pays-Bas, a mené la politique des polders dont la devise était : « Jobs, Jobs, Jobs ». En mettant en place une flexisécurité, il a réformé le marché du travail, ce qui a entraîné une diminution de la dette et une croissance économique importante. Cette politique de l'emploi réussie a permis aux Pays-Bas de connaître une croissance importante et d'éviter de possibles crises.

Ainsi, les politiques économiques structurelles peuvent

agir au long terme pour éviter les crises économiques, en mettant en place les conditions d'un retour de croissance équilibrée.

Les politiques économiques, qu'elles soient conjoncturelles ou structurelles, peuvent donc favoriser par différents leviers et instruments, un retour de croissance équilibrée et éviter les crises. Toutefois, les crises peuvent avoir des causes exogènes; la crise économique actuelle due au COVID-19 en est un rappel. Dès lors, il semble que les politiques économiques ne puissent éviter toutes les crises. De plus, il convient de se demander si les politiques économiques ne peuvent être elles mêmes à l'origine de difficultés économiques, voire de crises économiques.

Il convient de nuancer le propos; il existe des chocs exogènes sur lesquels les politiques économiques ont peu ou pas de prise; d'autant plus que les crises peuvent être considérées comme endogènes au système économique, ce qui rend difficile leur gestion (A). Remarquons également que les politiques économiques peuvent creuser le lit d'une crise économique (B).

Tout d'abord, face aux chocs exogènes, les politiques économiques ne peuvent espérer qu'une efficacité ex post. L'évitement de chocs exogènes par les politiques économiques semble

en effet impossible. La crise du phylloxera en 1875 dans l'agriculture, les chocs pétroliers en 1973 et 1979 ou la crise du COVID-19 en 2020 ont comme points communs leur effet systémique sur l'économie et leur imprévisibilité. Les politiques économiques ne pourraient empêcher, éviter ces crises, mais peuvent tout au plus en réduire les effets. Dès lors, les politiques économiques ne peuvent toutes les crises.

La crise économique peut également être considérée comme endogène au système. Les modèles de Domar ou de Harrod insistent déjà sur une instabilité naturelle de la croissance par des effets différenciés de la demande sur l'investissement (effets revenus et de capacité d'ampleur différentes), la croissance ne peut qu'être déséquilibrée, « sur le fil du rasoir ». Dès lors, les effets d'une politique économique sont différents à court terme et à long terme et il devient compliqué de créer un sentier de croissance équilibrée. Les crises sont donc endogènes au système économique. Le caractère endogène des crises a été transposé au système financier par Finsky (Stabilizing an unstable economy, 1986). Pour lui, lors d'une phase d'expansion du cycle, les investissements deviennent de moins en moins courants et de plus en plus spéculatifs, jusqu'à être un financement à la Ponzi. C'est le paradoxe de la tranquillité ; les risques importants sont pris quand tout va bien sur le marché. Or aujourd'hui l'économie est hautement financiarisée, et le marché financier a un vrai risque systémique, contre lesquels les politiques économiques sont peu armées. Grossman et Stiglitz le

Numéro d'inscription 5 0 3 4 5 8

Signature



Né(e) le 20 / 02 / 2000

Nom BOCA

Prénom(s) LOUIS-MARIE

20 / 20



Épreuve : E.S.H

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 03 / 04

Commencez à composer des la première page...

rappellent ; les marchés financiers sont inefficients et le risque de krach n'est jamais loin pour Taleb (Le cygne noir : la puissance de l'imprévisible). Dès lors le risque de crise économique généralisée n'est pas évacuée par l'action des politiques économiques. Du fait de l'existence de choc exogènes et du caractère endogène des crises, les politiques économiques ne peuvent totalement évacuer la menace des crises économiques, d'autant plus que l'économie est aujourd'hui très financiarisée et donc plus instable.

De plus, les politiques économiques elle-mêmes peuvent creuser le lit des crises économiques. Des erreurs de politiques, des conséquences de court terme au de long terme mal dosées peuvent être des facteurs explicatifs de crise économique. Krugman, dans « The legacy of destructive austerity », dans The New York Times le 30 décembre 2019, fait le point sur le décennium et impute aux gouvernements la responsabilité des difficultés économiques à partir de 2012. Pour lui, les gouvernements ont fait des erreurs de politique économique, privilégiant

l'austérité à l'expansion, alors même que les effets de la crise de 2008 n'étaient pas encore entièrement résolus. Les politiques pro-cycliques en lieu et place de politiques contra-cycliques ont creusé les inégalités au niveau européen (en 2008 le PIB allemand représentait dix fois le PIB grec contre quinze fois en 2017). Or dans Pourquoi les crises reviennent toujours?, il insiste sur le fait que les inégalités sont à l'origine de nombreuses crises. Enfin, une erreur de politique économique peut faire le lit d'une crise économique.

Les politiques économiques peuvent également être mises en place d'une manière qui favorise les crises. C'est le cas du policy-mix de la zone euro pour Stiglitz (L'Euro. Comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe, 2016). Pour lui, la zone euro, caractérisée par une politique monétaire unique et des règles politiques budgétaires, est condamnée tant qu'elle est dans cette configuration, à l'instabilité et aux crises asymétriques. Un « jeu destructeur » (Nordhaus) peut être à l'œuvre, dans lequel les politiques se font concurrence, et invalident leurs effets tout en favorisant l'instabilité. Aftis a identifié un tel jeu destructeur début 2000 dans la zone euro. Dès lors, les politiques économiques favorisent la mise en place de conditions favorables à

une crise économique.

Les politiques économiques ne peuvent donc éviter toutes les crises et peuvent même en provoquer. Cependant, elles restent des instruments efficaces. Peut-être faut-il redéfinir leurs objectifs de manière à limiter le risque de crise tout en les réajustant pour éviter leurs possibles effets pervers.

Les politiques économiques sont des instruments efficaces mais présentent des limites. Il convient de redéfinir leurs objectifs (A) et de leur fixer des règles (B), afin d'améliorer la prévention des crises.

Il faudrait donner de nouveaux objectifs aux politiques économiques. En effet, face aux risques de choc exogènes, de crise financière puis économique, du fait d'un caractère endogène des crises financières et de la financiarisation des activités, il convient d'élargir les compétences des politiques économiques.

Pour ce qui est de la politique monétaire, Jézabel Couppéy - Saubeyran préconise d'élargir les compétences de la BCE (Banque Centrale Européenne). En effet, elle considère que le facteur de risque systémique le plus important aujourd'hui est le secteur financier, notamment le shadow-banking, qui est extrêmement

peu réglementée (les préconisations de Bâle III ne s'y appliquent pas). Dès lors, elle préconise d'inscrire dans le statut de la BCE l'objectif de stabilité financière. Mario Draghi, dans son dernier discours en 2019, a annoncé qu'il continuait la politique de quantitative easing (rachats de titres pour fournir en liquidité les marchés) car l'objectif de la BCE dépasse celle de la stabilité des prix. Comme pour la Fed, il considérait que l'objectif de croissance économique était primordial.

Pour les politiques structurelles, Bouguignon préconisait d'être attentif au maintien d'une complexité productive minimale sur un territoire, afin de résorber les chocs (pour d'endell les chocs peuvent être résorbés par la mobilité du facteur travail et des industries différentes sur un territoire), et de maintenir un savoir-faire. Les pénuries devant la crise du COVID-19 de 2020 montrent qu'il peut être pertinent de faire de cet objectif une priorité. Emmanuel Macron a dans ce sens décidé d'en faire une priorité au niveau européen, afin d'éviter des crises futures.

De plus, des règles peuvent être mise en place pour favoriser un jeu non destructeur des politiques économiques, un policy-mix pertinent et une limitation des effets pervers de court terme ou de long terme.

Sur les bases du modèle IS/LM d'Hicks et Hansen, modèle d'équilibre général, d'endell et Fleming ont modélisé le modèle IS/LM/BP qui prend en compte la contrainte extérieure. À partir de ce modèle, on

Numéro d'inscription 5 0 3 4 5 8

Signature



Né(e) le 20 / 02 / 2000

Nom BOCA

Prénom(s) LOUIS-MARIE

20 / 20



Épreuve : E.S.H

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 04 / 04

Commencez à composer dès la première page.

peut constater l'efficacité comparée des politiques économiques en situation de mobilité parfaite des capitaux ou non, et de charges flexibles ou flottantes. À partir de là, Fundell et Tinbergen admettent qu'un objectif doit être attribué à une politique, et que cette répartition doit se faire selon un calcul pragmatique de leur efficacité. De cette manière, les effets pervers des politiques économiques sont limités. Weylors (« Rules rather than Institutions », 2013) dit qu'à long terme, les politiques économiques doivent suivre une règle claire, mais qu'à court terme elles peuvent en dévier. Cela permet d'éviter les effets pervers à long terme tout en favorisant une liberté d'action de court terme. Toutefois, il remarque que les politiques ont du mal à revenir à l'objectif de long terme. Cette propension à s'écarter de l'objectif de long terme doit être pour lui combattue par des règles institutionnalisées. Ainsi, aux États-Unis la loi GRIT de 1986 empêche un déficit budgétaire trop important. La loi mise en place par Clinton du « pay as you go » provoque une hausse des prélèvements automatiques dès lors que les dépenses budgétaires dépassent

un autre seuil. Ainsi, des règles encadrant les politiques économiques peuvent leur permettre de limiter les effets pervers de court et de long terme tout en leur permettant de lutter contre l'apparition des crises.

Ainsi, si les politiques économiques se révèlent être des instruments efficaces de prévention des crises économiques, elles font face à des limites. L'existence de bores excogère et la financiarisation limitent cette capacité d'évitement des crises. De plus, il semble que les politiques économiques elles-mêmes puissent être à l'origine de crises. Dès lors, attribuer aux politiques économiques de nouveaux objectifs semble légitime, tout comme l'encadrement des politiques par des règles, pour éviter les effets pervers. Jérôme Couppéy - Soubeyran parle d'un « paradoxe de l'intranquillité » en référence au paradoxe de la tranquillité de Ofinsky ; elle espère que suite aux crises des années 2000 sont prises pour éviter leur récurrence. Il s'agit donc de voir quels nouveaux objectifs et nouvelles règles vont être mis en place suite à la crise du COVID-19 de 2020.



